

DÉCLARATION DE POSITION

Atelier d'Abidjan sur le secteur semencier en Afrique de l'Ouest
Février 2026

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA), en collaboration avec des organisations de la société civile partenaires et des réseaux d'agriculteurs d'Afrique occidentale et centrale, exprime sa profonde préoccupation concernant l'atelier sous-régional sur la réflexion stratégique autour du secteur semencier qui se tient actuellement à Abidjan, en Côte d'Ivoire, organisé par le CORAF et la FAO.

Bien que nous reconnaissons l'importance du dialogue régional sur les systèmes semenciers, le processus actuel soulève de sérieuses préoccupations quant à l'inclusivité, l'alignement des politiques et l'orientation future de la gouvernance des semences en Afrique.

1. Exclusion des organisations d'agriculteurs et de la société civile

La liste des participants à l'atelier montre une représentation écrasante du CORAF, des instituts de recherche et des agences techniques, avec une participation faible ou inexistante des organisations paysannes et des groupes de la société civile qui ont des décennies d'expérience pratique dans le soutien aux systèmes semenciers paysans à travers des foires aux semences, des banques/cases de semences communautaires, la sélection participative et des réseaux semenciers locaux à travers l'Afrique occidentale et centrale.

Cette exclusion nuit à la légitimité et à la qualité des discussions. Toute réflexion stratégique sur les systèmes semenciers doit inclure de manière significative les agriculteurs et les OSC qui soutiennent la majorité des systèmes semenciers dans la région.

2. L'utilisation continue du terme « semences informelles » contredit l'orientation politique continentale

Le concept de l'atelier continue de présenter les systèmes semenciers paysans comme des « systèmes informels », malgré le changement politique clair en cours au niveau de l'Union africaine à travers les processus CAADP/PDDAA 2026-2035 et l'élaboration en cours d'une stratégie politique de l'UA sur les systèmes semenciers paysans (SSP).

L'objectif stratégique 1 du PDDAA promeut explicitement les systèmes semenciers paysans et les semences indigènes résistantes au climat. Continuer à qualifier ces systèmes d'« informels » sape à la fois leur légitimité et l'orientation politique actuelle du continent.

Les systèmes semenciers paysans ne sont pas des arrangements marginaux ou temporaires. Il s'agit de systèmes structurés et riches en connaissances qui soutiennent l'agriculture africaine et doivent être reconnus comme tels.

3. Mauvaise interprétation de la qualité et de la certification des variétés paysannes

Nous sommes tout aussi préoccupés par les discussions qui se poursuivent autour des « systèmes de certification simplifiés » pour les variétés paysannes. Les semences paysannes ne sont pas des semences de qualité inférieure nécessitant des normes édulcorées.

Le consensus continental qui se dégage est clair : mêmes droits, mais réglementations différentes. Les systèmes semenciers paysans nécessitent des approches de certification et d'assurance qualité adaptées à leur diversité et à leur fonction sociale, et non des versions simplifiées des systèmes de certification des semences industrielles basées sur l'Union Internationale pour la protection des Obtentions Végétales (UPOV) et des régimes restrictifs de propriété intellectuelle.

Les systèmes de certification doivent reconnaître la diversité, l'adaptabilité et l'innovation des agriculteurs, et non imposer des normes industrielles uniformes.

4. Les semences gérées par les agriculteurs restent le fondement de l'agriculture africaine

De récentes études exploratoires menées par l'UA dans le cadre des SSP montrent que 80 à 90 % des semences utilisées par les agriculteurs en Afrique proviennent de systèmes semenciers paysans, malgré l'inexistence de soutien politique et de reconnaissance réglementaire.

Toute stratégie régionale en matière de semences qui ne place pas les systèmes semenciers paysans au centre risque de compromettre la souveraineté alimentaire, la résilience et la biodiversité dans toute la région.

Notre appel

L'AFSA et les organisations alliées appellent le CORAF, la FAO, la CEDEAO et les institutions régionales à :

- Garantir la participation pleine et effective des organisations d'agriculteurs et de la société civile à tous les futurs processus politiques et stratégiques en matière de semences.
- Aligner les stratégies régionales en matière de semences sur les engagements de l'UA et du PDDAA reconnaissant les systèmes semenciers paysans.
- Remplacer les formulations obsolètes qui délégitiment les systèmes semenciers paysans.
- Élaborer des cadres réglementaires qui protègent la diversité des semences et les droits des paysans tout en garantissant des normes de qualité appropriées.
- Soutenir les politiques et les investissements qui renforcent les banques/cases de semences communautaires, les réseaux de semences paysannes et la sélection participative.

L'avenir des semences en Afrique ne peut être conçu sans les paysans africains.

Pour plus d'informations :

Contact: Famara Diedhiou, Alliance for Food Sovereignty in Africa (AFSA)

Email: famara.diedhiou@afsafrika.org, WhatsApp +221 77 539 89 28